

La délégation canadienne estime qu'il importe de désavouer et de condamner sans réserve toute propagande de quelque source qu'elle émane qui est de nature à provoquer la mésentente internationale. A plus forte raison y a-t-il lieu de condamner une telle propagande lorsqu'elle est appuyée et dirigée par des gouvernements. Elle va à l'encontre des buts pour lesquels cette Organisation a été établie. Ces buts, ainsi qu'il est dit à l'article 1er, font plus que nous obliger à développer des relations amicales entre nations, ils nous obligent à réaliser la coopération internationale pour résoudre les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire.

Toute propagande, je le répète, qui va délibérément à l'encontre des buts et des principes pacifiques de la Charte doit être condamnée au même titre que le genre de propagande dénoncé par la résolution soviétique.

Il y a, par exemple, la diffusion de nouvelles fausses et malveillantes par un gouvernement, dans la presse et à la radio, sur la population et le gouvernement d'un autre pays. Cette pratique risque encore plus de compromettre la paix et la concorde internationales quand le gouvernement qui s'y livre paralyse les relations sociales et culturelles normales avec le peuple du pays qu'il présente sous un faux jour; quand il interdit l'échange complet et libre des informations; quand il met obstacle aux visites des étrangers dans son propre pays et refuse à ses propres citoyens l'autorisation de se rendre dans d'autres pays.

Nous avons connu un peu tout cela au Canada. Ainsi, malgré notre désir sincère d'établir des relations amicales avec le courageux peuple soviétique, nous avons éprouvé une sensation d'accablement en apprenant que la presse et la radio de l'URSS avaient publié sur notre pays des assertions fausses et trompeuses, propres à soulever les esprits contre notre population et que l'on pourrait à ce titre qualifier d'excitation à la guerre. L'organe officiel du Gouvernement soviétique a dit qu'il existe une "affinité d'âmes nazies" entre les prisonniers de guerre allemands et le Gouvernement du Canada (du Canada, dont les soldats, soit dit en passant, ont contribué à capturer ces prisonniers). On dit encore à la population soviétique, qui semble n'avoir sur le Canada qu'une seule source de renseignements, que mon pays se sert de son blé pour exploiter les affamés d'Europe, alors que les autorités soviétiques ne sont sûrement pas sans savoir que le Canada, quand il n'a pas distribué son blé en secours, l'a vendu à d'autres pays un, deux ou trois dollars le boisseau moins cher que certains autres pays. On leur dit aussi—bien que les journalistes et diplomates soviétiques au Canada sachent que cela est faux (chez nous les gens sont libres d'aller où ils veulent pour se renseigner)—on leur dit aussi qu'au lieu de quelques centaines de soldats, il y a sur notre sol de grandes formations militaires des États-Unis; que nous nous sommes vendus aux États-Unis d'Amérique—"laquais de Wall Street", est une expression banale qui revient souvent là-bas—et que nous avons laissé établir sur notre territoire d'importantes bases militaires et aériennes d'où sera déclenchée l'attaque contre l'URSS. Tout est dénaturé afin d'inculquer à la population soviétique un sentiment